

BELGIQUE

Stop ou encore?



De quelle nationalité est donc la bière qui sort du petit Bruxellois? Wallonne ou flamande?
(photo: Richard Graf)

Sans gouvernement depuis trois mois, la Belgique s'enlise dans un contentieux communautaire dont on ne voit pas le bout. Mais derrière les clivages linguistiques, d'autres enjeux sont à l'ordre du jour.

Le différend entre Flamands et Francophones apparaît plus profond que jamais. Informateur, formateur et puis explorateur ... Jusqu'à présent, personne n'est parvenu à rapprocher les points de vue. Le Roi a consulté tous les "sages" du pays avant de confier une mission d'"exploration" à Herman Van Rompuy, un vieux ténor de la politique belge. Vous avez bien lu exploration, comme s'il ne s'était rien passé depuis le 11 juin dernier et que toutes les pistes étaient encore à explorer. Expression politique du surréalisme belge ou parfum de divorce?

Petit rappel des faits: à l'issue des élections du 11 juin, deux partis émergent: le CD&V (chrétiens-démocrates flamands) et le MR (libéraux francophones). Fort logiquement, des négociations s'ébauchent pour former un gouvernement symétrique baptisé "orange bleue", avec les deux autres partis: le VLD (libéraux flamands) et le CDH (humaniste francophone). Depuis de nombreuses années, la Flandre revendique une réforme de l'Etat qui lui donnerait davantage d'autonomie. Le petit patronat flamand se prononce de plus en plus clairement pour une forme de confédéralisme qui réduirait les compétences de l'Etat central à la plus simple expression pour transférer aux régions toutes les compétences socio-économiques. Concrètement, il s'agit de scinder tout ou partie de la sécurité sociale, d'accorder à la Flandre une large autonomie fiscale et de donner aux régions beaucoup plus de latitude en matière de politique

de l'emploi. Les négociateurs flamands ont déposé une liste de quelque 90 points sur la table dans le cadre des discussions en cours. Parmi ces points figurent notamment la régionalisation des conventions collectives de travail et des allocations familiales, ainsi que des propositions sur les soins de santé et en matière de fiscalité.

Concurrence fiscale ou solidarité?

Et pour ajouter un peu de piment à la situation, il y a l'exigence flamande de scinder l'arrondissement électoral de "Bruxelles-Hal-Vilvoorde". Actuellement, les francophones qui résident dans les communes flamandes de cet arrondissement bénéficient de "facilités" qui leur permettent de communiquer en français avec leur administration communale et de voter pour des candidats francophones aux élections. Malgré son contenu ardu et technique, le dossier "Bruxelles-Hal-Vilvoorde" doit impérativement être traité pour que des élections régionales puissent se tenir légalement en 2009. Sans accord gouvernemental d'ici le 10 octobre, le parlement flamand pourrait tenter le coup de force et voter la scission de l'arrondissement sans attendre le feu vert fédéral.

Derrière ces pommes de discorde institutionnelles, y a-t-il de simples divergences sur une politique économique ou bien des conceptions de l'Etat radicalement différentes? Le chef de file libéral francophone Didier Reynders, sans doute enivré par sa victoire électorale,

avait cru que les partis flamands renonceraient à une bonne partie de leurs revendications institutionnelles puisque, selon lui, "gouverner sans le PS est déjà une réforme de l'Etat en soi". Traduisez: sans les socialistes, il sera plus facile de mener une politique néolibérale. Il a bien vite déchanté. Pourtant, il y a de nombreuses convergences entre les revendications du patronat flamand et le programme, aux accents sarkoziens, de la droite francophone: pour les premiers, la régionalisation d'un grand nombre de matières est une manière de se délester du "poids" financier de la Wallonie et de pouvoir mener une politique néolibérale beaucoup plus prononcée que ce qui serait possible dans le cadre fédéral. Les libéraux francophones veulent mener à peu près la même politique économique, mais voudraient le faire d'une manière unitaire, pour s'attaquer de la même manière aux acquis sociaux des travailleurs et des allocataires au nord et au sud du pays.

Convergences néolibérales

La dernière note du formateur Yves Leterme, chef de file du CD&V affirmait que la croissance des dépenses pour la sécurité sociale devrait être inférieure à celle de la croissance économique. Les diminutions des charges patronales prévues seraient de cette manière financées par ceux qui vivent d'une allocation ou qui ont besoin d'une intervention de la sécurité sociale. Pour cela, les libéraux francophones plaident, entre autres, pour une limitation légale dans le temps de l'allocation de chômage tandis que le CD&V propose une régionalisation de la politique d'"activation" des chômeurs, afin d'aboutir dans la pratique à limiter la durée de l'allocation de chômage! Comme on le voit, les positions idéologiques ne sont pas vraiment éloignées. Malgré leur échec dans la négociation d'un accord global de gouvernement, les partis en présence ont quand même pu dégager un accord sur le budget.

Alors la crise institutionnelle serait-elle de la poudre aux yeux? Une mise en scène psycho-dramatique destinée à faire accepter plus de sacrifices à la population? Oui et non. Car même si les divergences de fond sont parfois moins importantes qu'il n'y paraît, la classe politique flamande martèle depuis vingt ans que tous les problèmes de la Flandre viennent d'une Wallonie paresseuse et profiteuse, qui engloutit les contributions des honnêtes travailleurs flamands. Cela a créé un monstre politique (le Vlaams Belang, nationaliste et fasciste) qui a de plus en plus d'influence, et qui tétanise tous les autres partis. Un récent sondage a révélé que 40 pour cent des Flamands verraient la scission du pays d'un bon œil. C'est toujours moins de la moitié, mais beaucoup plus qu'avant.

D'autres priorités à gauche

A gauche, on observe les choses de loin. Le Parti socialiste (PS) en cure d'opposition s'abstient de rentrer dans le débat communautaire. La gauche radicale est plus critique: "Derrière la bagarre communautaire se cache une unité néolibérale", titrait le Mouvement pour une alternative socialiste (MAS, mouvement unitaire, majoritairement représenté en Flandre) le 3 septembre dernier, sur son site Internet. Le MAS reconnaît cependant que le blocage est profond, car les partis flamands ont martelé les thèmes communautaires durant la campagne électorale, et doivent obtenir quelque chose pour rester crédible. Le MR et le CDH de leur côté, ne peuvent pas s'aplatir devant les revendications flamandes. Avec le PS dans l'opposition, ce serait un suicide politique pour les élections régionales de 2009 ...

Le Parti du travail de Belgique (PTB, unitaire, également très présent en Flandre), semble être plus préoccupé de la crise qui se joue actuellement. Le PTB parle d'une grave crise communautaire "qui ne ressemble à aucune autre". Il relève qu'"on n'avait jamais remis en

cause aussi fondamentalement le pouvoir fédéral". Si ce scénario se vérifie, la Wallonie s'appauvrira, mais la Flandre aussi, prédit le PTB. Côté syndical, on prend clairement ses distances avec l'agenda politique des négociations gouvernementales. Il faut noter que les grands syndicats ont préservé leur unité, au contraire de leurs partis "frères" qui se sont divisés depuis longtemps en structures distinctes, flamande et francophone. "Il faut un équilibre entre les priorités économiques, fiscales, sociales et environnementales", plaide l'ACV (syndicat chrétien, majoritaire en Flandre). "Nous réagirons avec force si les préoccupations sociales ne se retrouvent pas dans la future déclaration gouvernementale", prévient l'ACV. Quant à une réforme de l'Etat, le syndicat ne s'avance pas sur les terrains minés actuellement en discussion, mais précise tout de même que si réforme il y a, ce doit être dans le cadre d'une meilleure politique socio-économique. Et sans toucher aux mécanismes de solidarité interpersonnelle. Le syndicat le plus puissant de Flandre sera-t-il prêt à rompre avec son parti frère, si un gouvernement mettait à mal les mécanismes de solidarité et les priorités sociales qui lui sont chères? Tout dépend de l'intensité des attaques. Par contre, du côté francophone, la FGTB (syndicat socialiste, majoritaire en Wallonie) aurait les mains libres si l'"orange bleue" arrivait à maturité, en laissant le PS dans l'opposition. A l'heure qu'il est, difficile de prédire quelle forme prendra la Belgique de demain. Les partis appelés à former un gouvernement sont confrontés à un profond dilemme: faire des concessions probablement très coûteuses électoralement ou bien rendre la Belgique ingouvernable. Pourtant, le soir de la rentrée des classes, les deux chaînes nationales (flamande et francophone) montraient un reportage sur des classes d'immersion linguistique bilingues (français/néerlandais), dans lesquelles les petits flamands et francophones sympathisaient dans l'insouciance de leur âge. Le vent serait-il en train de tourner? Même le Standaard (premier quotidien flamand) appuie sur le frein, en expliquant dans le détail tout ce que la Flandre perdrait en sortant de la Belgique ... Alors, stop ou encore?

Jean Larock

Jean Larock est journaliste belge indépendant et vit à Luxembourg

